

## 5.5. « Consensus de Washington » / « consensus de Pékin » : doctrines et enjeux

Dans la rivalité à laquelle se livrent Pékin et Washington d'un point de vue des idées, d'un point de vue des doctrines à partir des années 90, début des années 2000, on a eu tendance, parmi les internationalistes, à opposer deux modèles et deux expressions par là-même :

- le premier, le consensus dit « de Washington »
- et le second, le consensus dit « de Pékin »

De quoi s'agit-il respectivement ?

Le « **consensus de Washington** » a été forgé à la fin de la guerre froide après la disparition de l'Union Soviétique lorsque, avec Francis Fukuyama – éminence grise de la Maison Blanche à l'époque, très hégélien dans son propos – et bien l'on était persuadé en haut lieu que, de toute façon, l'humanité américanisée atteindrait un certain seuil et ce seuil était impossible à atteindre sans une démocratisation préalable de l'ensemble des sociétés, évidemment sur le modèle néo-libéral de la démocratie américaine. C'est cette fin de l'histoire, comme le disait si bien Francis Fukuyama précisément, à laquelle nous étions censés assister.

Et puis, les attentats du 11 septembre 2001 ont rattrapé les États-Unis à la dure réalité des faits, savoir qu'une partie de l'humanité, la plus terroriste, la plus radicale, islamiste, réfutait évidemment cette hégémonie américaine, mais ils n'étaient pas les seuls fondamentalement, c'est-à-dire qu'une plus grande majorité de la population mondiale et surtout de ses dirigeants réfutent ce modèle du néo-libéralisme à l'américaine et quelques années plus tard, en 2004, c'est à un Américain précisément, Joshua Cooper Ramo, auquel on eut droit à cette nouvelle expression le « **consensus de**

**Pékin** » pour l'opposer précisément au « consensus de Washington ».

Alors le « consensus de Pékin », c'est évidemment tout le contraire. Il s'agit d'exalter un Etat fort, d'exalter un régime néo-autoritaire au service du peuple, c'est-à-dire une forme de despotisme éclairé que dénonçait déjà, en son temps, Montesquieu et donc cet état fort vise à protéger aussi le plus grand nombre, mais en privilégiant aussi quelque chose de nouveau, l'innovation technologique et notamment l'innovation technologique au service du développement durable et au service d'un nouveau paradigme économique, celui évidemment d'une industrie moins polluante. Nous sommes évidemment dans une configuration toute nouvelle, celle privilégiant l'écologie et d'ailleurs l'actuel dirigeant chinois, Xi Jinping, parle véritablement de civilisation écologique, modèle qu'il souhaiterait exporter à l'ensemble du Monde.

En même temps, si l'on considère que ce modèle dit « de Pékin » ou ce « consensus de Pékin » ne fait certainement pas bon ménage avec les Droits de l'Homme, nombre de dissidents évidemment sont incarcérés par le régime chinois, il ne faut pas sous-estimer non plus la capacité qu'ont les Chinois et la société civile chinoise à renouveler même le sens donné à la démocratie. Le « demos », c'est le peuple et c'est notamment l'expérience d'une démocratie directe. Alors, cela veut dire aussi que ce modèle chinois n'est pas qu'autoritaire. Il propose peut-être d'autres solutions, une solution notamment peut-être un peu plus proche des gens et des préoccupations et une préoccupation qui est beaucoup plus interactive et qui se traduit notamment par la surutilisation des réseaux sociaux, donc une manière tout-à-fait proactive de permettre au plus grand nombre, finalement, de s'associer à un projet général et national qui est guidé par l'Etat-parti, qui ne souffre évidemment d'aucun écart important, mais qui permet toutefois, il faut bien le dire, au plus grand nombre de s'exprimer relativement librement et surtout de créer une unité autour de toute cette diversité, puisqu'il y a autant de diversité qu'il existe de Chinois, c'est-à-dire près d'un milliard quatre cents millions de personnes.